

Le coin des Taules

Bulletin édité par la Section PCF de Riom
Décembre 2012 - janvier 2013



EDITO



Ne pas renoncer au changement !

Cela fait plus de 20 ans que tout est fait pour nous faire accepter l'Europe des riches et des puissants. De 1992 avec Maastricht, à 2005 avec le traité constitutionnel rejeté par les Français, mais imposé en 2007 par Sarkozy, c'est toujours la même politique qui est défendue. Une politique qui a vu une minorité s'enrichir comme jamais, tandis qu'à l'autre bout de la société, la précarité, la pauvreté et l'exclusion se généralisent, y compris parmi les familles qui ont un travail et un revenu. **Les défenseurs de l'Europe du fric viennent de faire passer au Parlement français un nouveau « traité budgétaire » pour amplifier cette politique ravageuse de l'austérité.**

C'est toujours cette politique qui soutient les coups qui tombent aujourd'hui pour les plus modestes, avec la baisse drastique des dépenses sociales, les prélèvements sur les retraites, ou l'annonce de la hausse de l'impôt le plus injuste, la TVA. A chaque

Non. C'est pourtant sur ce coût là qu'une politique de gauche devrait agir : 300 milliards d'euros versés chaque année par les entreprises aux banques et aux actionnaires ! C'est là que se trouve le financement de la relance sociale dont a besoin notre pays.

Tous ces choix, ce ne sont pas ceux du « changement » demandé par les Français lors des élections présidentielle et législatives. Avec le Front de Gauche, les militants communistes ne baissent pas la garde, ils ne se résignent pas à l'abandon du vrai changement. Ils veulent faire aboutir d'autres mesures que celles qui affament les peuples européens. Mais pour cela ils ont besoin d'un nouveau souffle, d'une énergie nouvelle, de toutes celles et de tous ceux qui ne se résignent pas.

Pour imposer maintenant d'autres choix que l'austérité, qui ne mène qu'au chômage et au repli sur soi, il faut franchir un nouveau cap, construire un autre rapport de force face aux puissances d'argent, aux financiers. Vous qui partagez ces aspirations, ces indignations, ce espoirs, rejoignez le Parti Communiste, rejoignez le Front de Gauche, pour créer un véritable front populaire.

Boris BOUCHET

*Secrétaire de la section
PCF de RIOM*



Au SOMMAIRE

- L'hôpital public
- Quel avenir pour nos collectivités ?
- 68ème anniversaire de la Libération de Riom
- L'industrie riomoise
- Les communistes en Congrès

pas en arrière du Gouvernement sur ses promesses, les appétits du patronat s'affirment. **C'est en renonçant à s'attaquer à la finance que l'on ouvre la porte à tous les mensonges sur le prétendu « coût » du travail, qui serait trop élevé.** Mais avez-vous entendu parler du coût du capital ?

OUI au financement solidaire de la santé et de l'hôpital public !

Le projet de Financement de la Sécurité Sociale 2012 vient d'être voté en première lecture avec l'opposition argumentée du groupe Front de Gauche. En effet, les propositions du gouvernement socialiste pour la première année de la mandature révèlent une continuité désolante avec les politiques des dix dernières années :

- **la logique comptable** qui fait passer la réduction des dépenses de santé avant la satisfaction des besoins de la population,
- **la fiscalisation rampante** qui casse notre système de protection sociale solidaire et universelle,
- **la tarification à l'activité** qui ne permet pas aux hôpitaux publics de faire face à leurs obligations de service public de santé,
- **la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST)** qui organise la mise en concurrence du public/privé, les restructurations et/ou fermetures de services et établissements, singulièrement les services de proximité telles que les maternités, dont le dernier drame de Figeac vient cruellement d'éclairer !

Le PCF déplore ce budget d'austérité qui tourne le dos aux besoins alors que près d'un tiers de nos concitoyens sont dans l'éloignement des soins. Il y a autre chose à faire que de provoquer encore la disparition attendue de 15 à 20 000 emplois hospitaliers ! Les besoins estimés pour remettre à flot les hôpitaux sont de l'ordre de 1, 5 milliards d'euros ! Est-ce impossible au moment où la « bande des CAC 40 » qui veut prendre en otage la France, totalise 74 milliards d'euros de profits en 2011 dont la moitié versés aux dividendes, échappant ainsi au financement des dépenses utiles telle que la santé ! NON ! Avec les professionnels, leurs organisations syndicales les associations et toutes celles et ceux qui refusent l'enfoncement dans la crise et la misère, le PCF, ses militants et élus n'auront de cesse à **exiger un financement de l'hôpital public garantissant la pérennité de son fonctionnement, la qualité et la sécurité des soins, et avec comme préalable l'abrogation de la loi HPST et le moratoire sur toutes les restructurations et fermetures en cours, l'arrêt de tous les partenariats public/privé (PPP).**

Marc TOSONE
Syndicaliste hospitalier

Quel avenir pour nos collectivités ?

INTERVIEW

Ces dernières années ont été marquées par la volonté politique de la droite et du patronat de rendre responsable les collectivités locales de la crise financière que nous subissons tous. Ils ont impulsé toute une batterie de réformes pour que les collectivités appliquent des critères libéraux de gestion. Compte tenu de l'importance des collectivités locales dans notre vie quotidienne, nous avons demandé à Jean Claude JACOB, élu à Riom, de nous faire le point.

D'abord où en sommes nous avec toutes ces réformes ?

JC JACOB : La mesure la plus importante aura été la suppression de la Taxe Professionnelle. Au lieu de la réformer, le pouvoir de droite l'a supprimé, pour le bonheur des plus grosses entreprises et souvent au détriment des plus petites. Les 8 milliards, que ne paient plus les entreprises, augmentent la dette publique, financée par nos impôts. A terme, avec la baisse des dotations de l'Etat pour nos collectivités, c'est l'impôt des ménages qui va inexorablement augmenter, les services publics locaux qui vont diminuer ou ne plus progresser. Nous n'acceptons pas ce diktat du MEDEF et de la droite.

Justement, quels changements depuis l'élection de F. HOLLANDE ?

Certes une nouvelle reconnaissance de l'importance des collectivités locales et le rôle irremplaçable des élus locaux. Mais dans le même temps, le budget 2013 prévoit de diminuer encore les dotations financières et annonce la même tendance dans les années à venir. Ce n'est pas supportable.

Que proposent les élus communistes ?

Comme de nombreux élus je milite pour une réforme de la fiscalité locale et notamment de la taxe d'habitation qui tiendrait compte des revenus, l'instauration d'une contribution économique rattachée au territoire, base d'imposition qui devrait être élargie au capital de l'entreprise.

Revenons à Riom, par exemple, comment cela se passe ?

Nous avons une gestion financière saine, puisque les impôts locaux n'ont pas augmenté depuis de nombreuses années. Une politique d'investissement maintenu, avec par exemple la mise à disposition depuis septembre, de la Salle Dumoulin, entièrement reconstruite, et disponible pour les Associations et habitants de notre Ville. Mais il faut, comme l'on dit, compter et nous ne pouvons répondre aux besoins de la population pour réaliser tous les investissements qui seraient nécessaires. Pourtant l'investissement local crée des emplois.

Quelles sont les priorités des élus communistes et républicains sur Riom ?

Agir, je l'ai dit pour limiter la pression fiscale des familles. Améliorer la pratique démocratique, c'est-à-dire permettre aux habitants d'intervenir dans la gestion municipale. Des avancées sont à noter : charte de la démocratie participative, conseils de quartier, ateliers de concertation sur l'Ecole et le péri scolaire ou les quartiers. Ce n'est pas un exercice facile, ni pour les élus, ni pour les habitants, mais cela nous semble indispensable de progresser sur le développement de la démocratie locale.



ACTU LOCALE

68ème anniversaire de la Libération de Riom

« 68 ans que Riom fut libéré par ses résistants et, aujourd'hui, faire que la voie de la résistance ne s'éteigne pas avec la disparition de nombre d'entre eux est une nécessité. »

Il est évident que les anciens résistants et résistantes ont l'avantage d'être porteur d'un vécu personnel, d'une expérience et d'une connaissance historique de ce qui s'est déroulé entre 1941 et 1945 en Europe et, par ses résurgences actuellement, un prolongement du combat que livrèrent les résistants. Aujourd'hui, notre société est confrontée à des incidents, voire des affrontements qui, régulièrement, affectent les quartiers défavorisés des grandes villes et réveillent des menaces de racisme, de xénophobie, que l'on aurait pu croire disparues.

Il nous faut être plus que jamais vigilants contre toute complaisance à l'égard de ces idéologies qui furent vaincues en 1945. La profanation de la tombe d'Albert Larroux, ancien déporté dans les camps nazis, au cimetière de Riom, à deux reprises, faisant coïncider ces actes ignobles avec les cérémonies de la victoire du 8 mai, témoigne du but recherché, comme témoigne à Bolène (Vaucluse) l'interdiction aux anciens combattants de chanter « le chant des partisans », le 18 juin dernier, véritable insulte à tous les résistants de France. Cela rappelle trop ceux qui, sous l'occupation fasciste, massacrèrent celles et ceux qui chantaient « la marseillaise ».

Ce sont, hélas ! Des événements locaux qui s'ajoutent à tous les actes extrémistes de droite qui tentent dans notre pays, de faire taire tous ceux qui portent la mémoire des luttes menées contre le fascisme hitlérien. Agresser nos compatriotes qui chantent « **Le Chant des partisans** ».

Tout cela démontre que « la bête immonde n'est pas morte ». La mémoire et l'histoire jouent un rôle essentiel dans la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Voilà pourquoi, nous défendons le maintien des cérémonies, cérémonies de mémoire et d'histoire. Principaux témoins des atrocités des différents conflits, nous avons conscience qu'il faut maintenir l'état de vigilance quant au danger qui menace notre société, que ce soit la résurgence du nazisme et du fascisme, la dégradation de la vie économique et sociale, l'encouragement ou l'entretien des appréciations racistes ou xénophobes.

Témoin des guerres, de nombreux camarades nous quittent et l'important pour nous, les rescapés, est de maintenir la vigilance. C'est pour cela avec le 68e anniversaire de la libération de Riom, nous considérons qu'il ne s'agit pas, pour nous, de donner simplement du clinquant, de la couleur avec nos médailles nos drapeaux, mais vous appeler à être avec nous, le rempart contre l'oubli, afin de préparer pour demain une société plus humaine. »

Georges Favard,
Ancien résistant, ancien adjoint de Riom



Industrie riomoise : quelle situation et quel avenir ?

En 2011 :notre bassin a connu des plans de licenciements à **Luminox et Ansaldo**. En 2012, les salarié-e-s de **Schering Plough** (ex Organon) sont encore sur le site de la Varenne avant fermeture (un projet pharmaceutique se fait jour pour éviter la friche industrielle). Tant mieux, certain-e-s salarié-e-s de la Varenne seront muté-e-s dans l'entreprise Merck à Mirabel. Une entreprise du Biopole de Saint-Beauzire, **Metabolic Explorer** vient d'annoncer une cinquantaine de licenciements dans des créneaux de pointe et d'avenir. Les menaces sont toujours présentes à **Dietal** à Saint Georges de Mons où il y a eu 9 licenciements en juin 2012.



De quoi l'industrie est-elle malade ?

La majorité des politiques, le grand patronat avec les médias relayent en chœur le débat sur la dégradation de l'industrie française et le « COÛT DU TRAVAIL ». Pour le PCF et le Front de Gauche, les causes sont nombreuses, mais celle qui fait le plus de mal « c'est le COÛT DU CAPITAL ».

Non, ce n'est pas le travail qui coûte car il est créateur de richesses mais bien la rémunération du capital. Diviser par 2 les dividendes libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, créerait des emplois, ce qui permettrait également de financer la protection sociale et de diminuer le déficit de l'Etat.

Mais pour le gouvernement Hollande pas question de s'attaquer aux 309 milliards d'euros qui vont chaque année du fruit du travail vers les dividendes.

Quel avenir pour l'industrie ?

La majorité des salarié-e-s sont inquiet-e-s pour l'avenir et leur emploi. Ils ont raison, même si pour la région de Riom, ces derniers mois n'ont pas été casseurs d'emplois. Cependant des PME et TPE sont sur le fil du rasoir. Le carnet de charges dans le bâtiment et les travaux publics clignote au rouge pour 2013/2014. Le PCF sera toujours aux côtés des travailleur-se-s qui défendent leur entreprise et leur emploi. Nous mobiliserons les populations pour les aider dans leur combat vital pour tous et toutes.

Elie SALESSE,
Syndicaliste RIOMOIS

Les communistes en Congrès

Comment être utile ? Comment être utile à la France, à l'Europe ? à l'humanité ? Nous sommes dans une période historique singulière. La crise nous invite au bouleversement du monde, mais elle peut aussi conduire à des chocs terribles. Être utile à ouvrir des chemins nouveaux d'émancipation, c'est la question centrale. Tout le reste, stratégies, élections, rassemblement, découle d'une seule et même question, assumer nos responsabilités.

Cela paraît assez logique, cependant ça n'a rien de naturel. Quand des millions de nos concitoyens, quand des millions d'européens considèrent la politique comme inutile, coupée de leur vie, c'est tout sauf évident. **Les forces populaires doivent trouver la force d'affronter la finance. Le danger d'extrême-droite, la montée du désespoir et du ni-droite-ni-gauche. les provocations à caractère raciste de Copé ... il y a urgence.**

L'austérité n'a pas d'avenir. Et les conséquences d'une détresse sociale massive sont imprévisibles. Notre ambition est de mener un congrès d'offensive sur l'avenir, qui nous engage à poursuivre le travail de rassemblement, avec et au-delà du Front de gauche, pour agréger le maximum de forces contre l'austérité et pour une nouvelle politique.

La clé de tout, c'est l'implication démocratique, la prise de pouvoir populaire sur les débats et les choix politiques. Les communistes vont débattre pendant plusieurs mois. Il faut aussi dépasser les anciens clivages, les anciennes divisions. Ce congrès doit être un grand congrès de rassemblement et de fraternité, qui envoie des signaux clairs de nouveauté à la société. Un exemple : l'industrie. Il faut reprendre le flambeau de la production. Qui peut croire qu'il est plus écologique de fermer ici des usines pour produire à 10 000 kilomètres les biens dont nous avons besoin ? Qui peut croire que nous pourrions longtemps produire des téléphones portables, jetés en moyenne tous les 18 mois, irréparables, alors que la fabrication de leurs composants est hautement polluante. Aujourd'hui, un ouvrier dans l'automobile produit quinze fois plus qu'il y a 40 ans... Et nous devrions nous plier à l'injonction de la compétitivité ? Il faut donc se retrousser les manches, définir une politique industrielle, sociale et écologique et sortir du modèle dominant. Cette audace, nous devons l'avoir sur tous les sujets. Le congrès est une invitation à toutes celles et ceux qui le souhaitent, à créer des idées, du projet et de l'action.

La génération actuelle a vécu à la fois dans le monde du chaos social et écologique et dans le monde de l'explosion des capacités de partage. Nous voulons partir de ce que vivent les gens : du réel. Et le réel, c'est l'explosion des capacités de partage. Donc oui, ensemble construisons cette ambition commune de partage : construisons un communisme de nouvelle génération.

Faire front contre l'austérité, AGIR ENSEMBLE POUR L'EMPLOI !

PETITION

Le chômage gangrène la société française et les salarié-e-s de l'industrie en sont les premières victimes. Ce sont 750 000 emplois industriels supprimés ces dix dernières années qui défigurent économiquement et socialement des régions entières. Depuis l'élection de François Hollande, aucune mesure coercitive n'a été votée au parlement pour interdire les licenciements par des entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, aucune loi donnant des droits et des pouvoirs nouveaux aux salarié-e-s pour s'opposer aux stratégies patronales.

AVEC LES PARLEMENTAIRES DU FRONT DE GAUCHE NOUS EXIGEONS :

- Le vote d'une **loi pour interdire les licenciements boursiers**
- Le **remboursement des aides publiques** par les entreprises qui licencient
- La **taxation sur la réimportation des productions délocalisées**
- La **baisse de l'abattement sur le montant des dividendes perçus,**
- la **taxation des compagnies pétrolières**
- La **création d'un pôle public financier**
- **un salaire minimum à 1700€ et une augmentation générale des salaires** pour assurer une vie digne avec un salaire décet.

Nom-Prénom	Adresse	Signature

Pétition à retourner à la fédération PCF du Puy-de-Dôme 34 rue des clos BP14 - 63018 Clermont-fd cedex 2



Meeting du Front de Gauche

Vendredi 15 février - 19h30

Maison des associations
Salle Attiret de Manneville

RIOM

Je m'engage, au sein du Front de Gauche Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :

Fédération PCF du Puy de Dôme 34 rue des clos - BP14 - 63018 Clermont-Ferrand - cedex 2

Mail : pcf63@wanadoo.fr / Site : www.63.pcf.fr

